



Le Gabon entre hier et demain

COMMUNICATION DE LOUIS DUBRAU
A LA SEANCE MENSUELLE DU 19 AVRIL 1986

Lorsque je débarquai à Libreville, la saison des pluies touchait à sa fin. Le ciel ne charriait plus aucun nuage mais était d'une teinte à la fois crayeuse et plombée qui aurait dû me remettre en mémoire certain alexandrin appris dans ma jeunesse : « Quand le ciel sur nos fronts pèse comme un couvercle... » Mais je n'étais pas d'humeur à me réciter des poèmes et je ne pouvais imaginer que ce ciel, dénué de transparence, allait peu à peu me donner une impression d'emprisonnement et, certaines nuits, me retenir, penchée au dessus de la rambarde de ma chambre d'hôtel, cherchant à distinguer sur la mer toute proche quelque chose de vivant, de mouvant, quelque chose qui soit de nature à me rassurer.

Je ne regrette pas cette angoisse car elle eut pour effet de tenir mes sens en éveil, de me rappeler de façon détournée, chaque fois que j'étais sur le point de juger gens et choses selon mes normes d'Européenne, que la plus stricte honnêteté m'imposait de le faire en tenant compte d'autres critères, voire d'autres interdits.

Il convenait d'abord de me demander comment le Gabon aurait opéré sa « dépendante indépendance » si la nature de son sol avait été différente et si sa richesse pétrolière n'avait pas faussé son échelle de valeurs, ne l'avait pas conduit à être tout à la fois libéré et asservi.

Au Gabon tout se traite en dollars et le coût de la vie y est démentiel. Il faut dire que l'escadron de spécialistes en tous genres parachutés par des organismes ayant leur siège en Europe ou en Amérique — ingénieurs, techniciens, réparateurs d'appareils les plus divers qui ont pour tâche d'expliquer à leurs clients le maniement et l'entretien des coûteuses installations qu'ils leur ont vendues et

pourquoi celles-ci se trouvent être rapidement hors d'usage — n'est pas de nature à faire baisser le coût de la vie, car ces étrangers, répartis dans des hôtels généralement confortables, et largement indemnisés, vivent en marge du petit peuple qu'ils ne connaissent que par l'intermédiaire du personnel hôtelier : serveurs silencieux et zélés, serveuses jolies et courtoises, portiers imperturbables. Il y a gros à parier, si un pensionnaire annonçait à l'un d'eux, en lui réclamant la clé de sa chambre, qu'il a l'intention, une fois là-haut, de se brûler la cervelle, que ce parfait employé, tenant compte des demandes de réservation, se bornerait à lui répondre : « À quelle heure Monsieur croit-il que nous pourrions disposer de son appartement ? »

Il faut dire que le nombre d'hôtels de classe européenne n'est pas à la mesure de l'afflux des hommes d'affaires au Gabon. Les chambres, pratiquement toujours réservées à l'avance, y sont toutes conçues sur le modèle des Hilton occidentaux, et bien entendu pourvues d'un conditionnement d'air et d'une télévision qui, à l'heure des nouvelles, transmet par satellite les images de Paris. C'est ainsi que j'ai pu, par hasard, suivre en direct une partie de la tragédie du Heysel alors que je me trouvais à quelque six mille kilomètres de la Belgique.

Est-ce dire que Libreville est complètement occidentalisée ? Non pas. Il suffit de s'écarter du bord de mer, de pénétrer à l'intérieur de la ville pour découvrir une autre forme de vie, des marchés indigènes comme celui du Mont-Bouët, où on peut trouver de tout, aussi bien de vieux pneus que des volailles écorchées vives, où des marchands volubiles vous proposent des figurines taillées dans la pierre, des ferronneries ingénieusement vert dégrisées pour faire plus authentique, où des Haoussas persuasifs vous garantissent le caractère artisanal de pagnes et de paréos ingénument étiquetés « Made in Japan ».

Assez curieusement le Musée national, ouvert à des heures fantaisistes, n'a pas été édifié dans la vieille ville mais en bordure de mer. Il contient peu de chose, des objets ethnographiques plus ou moins disparates, mais aussi la reconstitution « grandeur nature » d'une scène d'initiation tribale, saisissante de vérité. L'entrée du musée est gratuite, théoriquement tout au moins car, avant de sortir, il faut signer un registre et le regard insistant de celui qui vous le présente ne vous permet pas d'ignorer qu'il attend un pourboire... pour le dérangement.

De l'autre côté de la route, défendu par un haut grillage, se dresse le Palais présidentiel. Il est déconseillé de chercher à s'en approcher, même par le biais d'une rue transversale. Le palais présidentiel est en marbre blanc. Lorsqu'on sait que le Gabon est essentiellement recouvert de forêt, que sa richesse en bois précieux et en essences rares est universellement reconnue, on s'attend à ce que l'ornementation du palais du Chef de l'État en témoigne. Il n'en est rien : les façades sont recouvertes de petits panneaux en marbre, sculptés par des artisans italiens et amenés sur place par avion.

Que pense l'homme de la rue de cette ruineuse originalité ? Il n'en pense apparemment rien, trop conditionné pour songer à se poser des questions à ce sujet ou pour exprimer des réserves. Il admire, il est flatté, comme il l'est vraisemblablement de savoir qu'en 1977 son pays a fait construire à l'extérieur de la ville, pour y accueillir la Conférence de l'Organisation de l'Unité Africaine, la « Cité du 22 Mars », vaste complexe comprenant un palais des congrès agressivement moderne entouré de quarante-cinq villas somptueuses desservies par un réseau de routes privées dont l'accès est défendu par des gardes et que domine une monumentale effigie du Président Omar Bongo.

D'instinct l'homme de la rue va vers ce qui est spectaculaire et n'éprouve qu'indifférence à l'égard d'institutions qui, pour être moins tapageuses, n'en sont pas moins réputées, comme le Centre International des Civilisations Bantoues (en abrégé CICIBA) ou encore l'Université d'État qui porte le nom du Président. Celle-ci n'exclut d'ailleurs pas la concurrence d'autres institutions d'enseignement supérieur, en particulier le Centre Universitaire des Sciences Politiques et du Développement (en abrégé le CUSPOD), qui se consacre à la formation des futurs cadres politiques de la Nation.

L'Université Omar Bongo, créée en 1970, vit à petit bruit et ne semble pas disposer de grands moyens. Les professeurs que j'y ai rencontrés, généralement jeunes et formés dans les universités françaises, paraissent intelligents et compétents. Les étudiants donnent une impression de maturité et de sérieux. Ils posent des questions, semblent intéressés par ce qu'on leur répond, prennent force notes. Le CUSPOD, lui, connaît un autre rythme et dispose visiblement de ressources plus abondantes. Son Directeur général a belle allure mais est peu visible, étant fréquemment en mission à l'étranger. Le Directeur général adjoint,

qui assure l'intérim, a quelque chose de protéen, tantôt vêtu à l'européenne, tantôt en longue robe, les pieds nus dans des sandales. La première fois que je déjeune à sa table, il me prend à partie :

– Bien entendu, vous faites une conférence chez nous sur « La littérature en Belgique ». J'arrangerai cela.

Visiblement, pour lui, la littérature en Belgique forme un tout. Des jours passent. Lors d'une nouvelle rencontre, il me rappelle la chose :

– Bien entendu, je compte sur vous pour nous parler de « La poésie belge »... Très intéressant.

Puis je n'entends plus parler de rien. Aussi quel n'est pas mon étonnement lorsque, la veille de mon retour en Belgique, venue faire mes adieux au Directeur général adjoint, je vois affiché au tableau tenant lieu de valise un avis convoquant les étudiants : « Madame Louis Dubrau, Académicienne de Belgique, fera une conférence sur la poésie belge le ... » (suit une date, échue depuis plusieurs jours, qu'on a tout simplement oublié de me communiquer).

– Mais, dis-je, fort ennuyée, j'ai dû paraître singulièrement désinvolte ! Personne ne m'a fait savoir où et quand je devais parler aux étudiants.

Le Directeur général adjoint soupire : « Que voulez-vous ? Je ne puis pas tout faire ! »

À défaut de « pouvoir tout faire », il fait quelquefois des choses surprenantes. Par exemple, lorsqu'un de ses collègues, meurt inopinément au début de la session d'examens, il organise le départ du corps professoral au grand complet en avion spécial jusqu'à Port-Gentil, ville natale du défunt, pour y demeurer cinq jours entiers, temps jugé nécessaire pour honorer dignement la mémoire du mort et témoigner à sa veuve les égards auxquels elle a droit. Quant aux étudiants, livrés à eux-mêmes cinq jours durant, ils museront dans la cour de l'Institut, y faisant des acrobaties à bicyclette ou se répandant en parloles. Seul un professeur visiteur étranger, qui ne peut différer son retour en Europe et voit les examens oraux qu'il devait faire passer à ses élèves remis *sine die*, se fait du souci. Bien à tort. Dès son retour le Directeur général adjoint tranchera dans le vif :

– Laissez-nous vos questions, dit-il au professeur sidéré. Nous les ferons remettre à vos étudiants, nous vous ferons parvenir leurs réponses écrites et vous nous les renverrez cotées.

Est-il besoin de dire qu'il n'a jamais reçu aucun document ?

Insensé ? Peut-être, mais seulement aux yeux d'un Européen, mécréant au point d'oser mettre en balance la considération qu'on doit aux morts et les devoirs qu'on se doit de remplir envers quelques étudiants.

Le Gabon, en dépit de sa politisation et de sa volonté de modernisation, demeure attaché au moindre de ses rites et n'a renié aucun des tabous ancestraux. Bien au contraire, il s'en est à l'occasion adjoint de nouveaux, jugeant sans doute que plusieurs protections valent mieux qu'une. On a d'ailleurs remarqué qu'il existe quelque parenté entre les êtres surnaturels qui peuplent les légendes gabonaises et ceux qui hantent les nôtres, particularité qui, dit-on, facilita dans une certaine mesure le travail des missionnaires.

À Libreville, les offices qui ont lieu dans l'église Saint-Michel ont un relief exorciseur. Construite en 1961 dans le quartier populaire de Kembo, l'église Saint-Michel a été décorée selon des traditions africaines. Elle compte trente et un piliers polychromés qui furent, dit-on, sculptés par un aveugle et qui représentent des scènes de l'Ancien Testament. La messe qui s'y célèbre le dimanche relève du spectacle et se déroule dans une ambiance de jubilation collective. Elle est chantée avec accompagnement de tam-tam et de balafon et les oraisons sont successivement prononcées en français, en dialecte africain et en arabe. Certaines sont plus ou moins dansées, c'est-à-dire accompagnées par un sourd martèlement sur le sol de pieds nus. Tandis que se déroule l'office, sur les pelouses qui descendent jusqu'à la route, des vieilles sont accroupies, à la fois indifférentes à ce qui se passe autour d'elles et prêtes à l'invective pour peu qu'on les frôle ou qu'on aille les regarder de trop près. Inlassablement elles font passer d'une main dans l'autre qui un fruit, qui un caillou, qui une pièce de monnaie. Elles mâchonnent à vide, repliées sur elles-mêmes. De toute évidence elles ont fait leur temps, elles n'appartiennent plus au présent, elles se survivent et semblent ruminer du passé. Regrettent-elles le leur ? Était-il de nature à leur créer des regrets ?

Dans le Gabon actuel les femmes n'entendent plus êtres passives. Elles estiment avoir un rôle à jouer et non seulement être en droit d'accéder au pouvoir mais éventuellement de le disputer aux hommes. Cependant, au Gabon la polygamie est encore permise, à la fois pour développer la natalité — le pays comptant à peine un million d'habitants, dont un dixième vit dans la capitale — et

parce qu'il faut tenir compte qu'une partie non négligeable de la population, et le Président *El Hadj* Omar Bongo lui-même, sanctifié par le pèlerinage de La Mecque, adhère à l'Islam. Chaque homme peut épouser légalement quatre femmes, à moins qu'il ne déclare vouloir s'en tenir à une seule, la première, auquel cas il doit s'y engager officiellement et par écrit. N'importe. En dépit de certaines apparences qui donneraient à penser que rien n'a véritablement évolué au Gabon, la femme n'y est plus considérée comme un objet de propriété, même si elle est loin encore d'être ce que nous appelons l'épouse. De naissance elle est vouée au rôle de *Mama* : c'est son meilleur atout, sans doute le seul que personne ne songe à lui contester. C'est aussi son titre de gloire, officiellement célébré le jour de la Fête des Mères par des réjouissances populaires auxquelles assistent, dans chaque village, des représentants locaux du Parti Démocratique Gabonais parti unique du Président — entouré de notables endimanchés : spectacle haut en couleurs, chansons, danses, dont tout à fait par hasard, un dimanche matin, alors que nous roulons en direction de Ntoum, il nous est donné de surprendre quelques aspects, d'entendre quelques bribes. Joyeux imprévu qui se mue en inquiétude lorsqu'un peu plus loin, posté devant un barrage fait d'une branche d'arbre reposant sur deux touques, un gendarme en uniforme nous fait signe de stopper et s'approche de notre voiture. Au Gabon, en pareil cas, il n'est pas conseillé de désobéir, même s'il est courant de se voir arrêter à l'entrée d'un village, ou parfois en ville, par un contrôleur de fantaisie qui réclame vos papiers, feint de les déchiffrer et n'en reconnaît la validité qu'après paiement d'une redevance symbolique.

Mais apparemment le militaire qui nous arrête est sans malice, son visage est jovial, son sourire communicatif.

– Bonne fête, Mama, me dit-il d'un air engageant. Bonne fête, répète-t-il avec conviction.

Puis vient un silence, un soupir.

– Alors, bonne Mama, tu ne donnes rien pour la fête des Mamas ?

Il semble inquiet, visiblement dans l'expectative. Son sourire ne réapparaîtra que lorsque nous lui aurons remis, en même temps que les documents attestant notre identité, quelques pièces de monnaie : notre contribution personnelle et « spontanée » à la fête des marras.

Désormais rien ne s'oppose plus à ce que nous reprenions notre chemin. D'un signe notre « officiel » nous le fait comprendre. Nous lui obéissons en riant, et si précipitamment que nous oublions de lui demander dans quel état se trouve la route que nous comptons emprunter.

La veille, nous avons bien failli verser en nous rendant à une petite auberge qu'on nous avait recommandée parce que pêcheurs et chasseurs y apportent régulièrement leurs prises, et que l'on peut y manger aussi bien de l'antilope que du crocodile.

Nous ne sommes encore qu'au début de la saison sèche et la plupart des routes, que les dernières pluies ont dégradées, ne sont encore utilisables qu'en jeep ou en camion. Celle qui conduit à Lambaréné est du nombre : 250 kilomètres de route dont 73 kilomètres d'une piste réputée « petite mais praticable ». Évidemment tout est affaire d'appréciation.

Les gens du pays sont habitués à venir en aide aux automobilistes en difficulté, nous dit le chauffeur du véhicule « tous terrains » qui assure notre transport.

Dieu merci ! il ne nous sera pas imposé de vérifier s'il dit vrai. Cependant, bien que qualifiée de touristique, la route que nous suivons ne l'est guère. Elle n'a rien de particulier ni de véritablement spectaculaire, comprise entre deux épaisseurs de forêts.

Au Gabon, où qu'on aille, toujours à un moment donné on se retrouve en présence de la forêt. Celle-ci couvre 22 millions d'hectares. Son exploitation fait vivre 33.000 journaliers. Si Port-Gentil (dont l'extraction du pétrole fit la fortune) demeure encore le principal port d'évacuation du bois, transporté par flottage sur le fleuve Ogooué, Owendo, situé presque à l'entrée de Libreville, est promis à un développement rapide grâce à sa situation de tête de réseau du chemin de fer national, le Transgabonais (familièrement appelé le « Bongo-express » par les résidents). Son extension permettra bientôt d'acheminer vers la mer les ressources forestières et minières de l'intérieur du pays. Owendo tient à la fois du port et de l'entrepôt. Il faut montrer patte blanche pour circuler parmi ses entassements de bois tronçonnés qui, d'un rouge ardent sous le soleil, paraissent à tout instant sur le point de s'embraser. On a peine à imaginer qu'ils furent vivants, fleuris, lourds de sève, d'aucuns disent : maléfiques.

Car la forêt gabonaise n'a rien de rassurant, d'humanisé, même taillée, même cernant de petits marchés indigènes. Personnellement, j'en ai connu de plus impénétrables, de plus serrées, au Surinam par exemple où mon guide m'avait généreusement avertie, en me tendant une branche dont il tenait l'autre extrémité : « Ne vous éloignez sous aucun prétexte, car dites-vous bien que si vous vous égarez nous mettrons des jours à vous retrouver... en admettant qu'on vous retrouve jamais. » Comme la forêt était traversée de rivières infestées de piranhas, j'avais quelque raison d'être inquiète. Mais au Gabon c'est l'invisible qui apeure. On a l'impression d'être traqué par le surnaturel. Ce n'est pas un hasard si dans le pays les sectes occultes prolifèrent et si l'invisible a toujours l'avantage. Quand la pêche est mauvaise, le Gabonais n'attend rien de son frère : attendre du secours de son semblable est une idée d'Européen, et il faut bien convenir qu'elle n'est que rarement payante. Le Gabonais préfère s'en remettre à un esprit spécialisé et lui demande, par exemple, d'immobiliser dans la vase le poisson dont il veut se saisir. De nombreux chants et de multiples récitatifs en témoignent, qui ne manquent parfois ni de malice ni d'esprit. Telle cette fable qui s'intitule : *Les deux Esprits*.

« Un jour l'Esprit de la Forêt et l'Esprit de la Savane se lièrent d'amitié. Pour sceller celle-ci, l'Esprit de la Savane dépêcha son serviteur chez l'Esprit de la Forêt pour lui dire : “ Donne-moi un esclave. Cependant, fais attention : je ne veux ni un homme, ni une femme. Si tu ne peux pas, tant pis ! ”

Et l'Esprit de la Forêt de lui répondre : “ Je l'ai trouvé, ton esclave. Cependant, fais attention : ne viens ni le jour ni la nuit. Si tu ne peux pas, laisse-le. ”

À cette réponse, l'Esprit de la Savane comprit et ne demanda plus rien. »

Aux approches de Lambaréné la forêt paraît se scinder en deux. Derrière un entrelacs de branches, dont quelques-unes sont fleuries, on devine la présence du fleuve Ogooué, qui sépare la ville indigène de la colline sur laquelle, en 1913, le docteur Albert Schweitzer entreprit de construire son premier hôpital.

La ville n'est guère visible de la route que bordent d'un côté les pelouses lisses et soignées de la Mission catholique, de l'autre les parterres sophistiqués et les pavillons luxueux d'un hôtel tout récemment construit, la *Résidence des Lacs*, que le Président Bongo vint inaugurer en personne mais qu'il débaptisa sur-le-champ : désormais l'hôtel s'appellerait du nom du fleuve qui roule à ses pieds, *l'Ogooué*

Palace. Décision sans appel, qui tenait pour rien ce qu'elle allait coûter de frais et d'heures de travail, mais qui ne manquait ni de bon sens ni de logique, car Lambaréné n'existe que par son fleuve, cet Ogooué recouvert de forêts qu'il sillonne d'un dédale inextricable de bras.

De petites îles en émergent, que l'Ogooué contourne avec nonchalance. Dans l'une d'elles, appelée Evaro, vit, en compagnie de son chien et de quelques journaliers, un Européen qui y tient une petite auberge, style dimanche à Neuilly. En fin de semaine et certains jours fériés, des résidents de Lambaréné et quelques touristes y abordent, en pirogue à moteur, pour y passer la journée, parfois même un haut fonctionnaire venu tout exprès de Libreville en avion-taxi, avec sa famille, grâce à une petite piste d'atterrissage établie sur la rive du fleuve.

On y mange du poisson fraîchement pêché. On peut aussi louer une barque pour gagner l'île voisine où, avec un peu de chance et beaucoup d'imagination, il est possible de voir affleurer l'échine d'un hippopotame. Pour ceux qui souhaitent loger à Evaro, quelques maisonnettes en bois ont été construites à cet effet, et plantées à même l'herbe drue. Si le confort laisse plus qu'à désirer, passer la nuit dans l'île permet d'assister à la surprenante tombée du jour quand tout à coup il semble que la nature s'immobilise tandis que le soleil, devenu d'un rouge incandescent, paraît s'abîmer dans le fleuve, qui n'est plus glauque, mais d'un bleu-roi, et que s'abat sur l'île un silence tel qu'on ne croyait pas qu'il pût encore en exister. L'aube, en revanche, déçoit. Le ciel paraît plombé. L'herbe détrempeée, littéralement fourrée de moustiques aussi féroces qu'invisibles, semble avachie. En fond de ciel, la forêt d'où monte une sorte de chuchotement inquiétant, sournois. Et le fleuve, toujours la même eau brunâtre qui semble paresseuse. Et toujours la même ligne forestière qui se noue et se dénoue.

Ce qu'on pourrait appeler un *cannibalisme végétal* devait être un des premiers sujets d'étonnement du docteur Schweitzer lorsqu'en 1913, après plusieurs semaines d'un voyage épuisant sur le fleuve, il débarqua, avec sa jeune femme, à Lambaréné. Des prêtres de la Mission catholique les y attendaient ayant fait construire, en prévisions de leur arrivée, et planter sur de solides pipiers de bois une petite maison pourvue d'une véranda circulaire. Malheureusement, toute la main d'œuvre disponible ayant été attirée par le commerce du bois de l'Ogooué, le local qui devait servir de dispensaire au Docteur n'avait pu être édifié, et il fallut qu'il se

contentât d'un ancien poulailler. Ce n'est que plus tard que Schweitzer pourra disposer d'une petite baraque recouverte de tôle ondulée autour de laquelle s'élèveront bientôt de nombreuses cases abritant des malades de jour en jour plus nombreux — lépreux, diphtériques — arrivant en pirogue, avec leur famille, de villages distants parfois de plus de trois cents kilomètres : l'hôpital du docteur Schweitzer était né.

Aujourd'hui qu'un pont routier relie les deux rives du fleuve, que les services sanitaires disposent de crédits importants et que l'hôpital lui-même comporte des pavillons modernes et confortables, on peut difficilement comprendre comment une telle gageure put être tenue. Il n'est pas exagéré de parler d'une victoire sur l'impossible, si l'on se rappelle que quelques mois après l'arrivée du Docteur Schweitzer à Lambaréné, la première guerre mondiale était déclarée et que Schweitzer, Alsacien d'origine et devenu interdit de séjour, fut renvoyé en France pour y être interné au camp de Garaison dans les Pyrénées.

Il faudra attendre 1918 et la fin de la guerre pour qu'Albert Schweitzer, ne tenant aucun compte de ce qui lui avait été infligé, revienne à Lambaréné et donne à son hôpital ses chances de survie. Reprenant ses activités de médecin, il entreprend bientôt la construction d'un nouvel hôpital, en amont du fleuve, à quatre kilomètres de l'ancien, tout en restaurant l'ancien dispensaire, complètement dégradé en son absence et dont il ne reste plus que des baraques de tôle ondulée. Besogne harassante qui fera écrire à Schweitzer, pourtant peu enclin aux récriminations : « Ma vie quotidienne se partageait en deux parties: le matin, j'étais médecin, l'après-midi, architecte. Mais j'avais beaucoup de mal à me procurer des ouvriers. Ils œuvraient sans enthousiasme, quand ils ne préféraient pas disparaître et rester introuvables au jour fixé. »

Ce surcroît de responsabilité ne permettra pas à Schweitzer de rentrer en Europe après deux ans comme il se l'était promis. Il ne quittera le Gabon qu'en juillet 1927, laissant la surveillance des travaux en cours à ses collaborateurs et à ses collaboratrices, ces dernières étant mieux écoutées par les indigènes que les hommes, note-t-il avec amusement.

Cependant, dès décembre 1929 il est de retour et on peut dire qu'à partir de cette date, et jusqu'à la fin de sa vie, le docteur Schweitzer ne fera qu'aller et venir entre l'Europe et l'Afrique, demeurant en Europe le temps qu'il juge nécessaire

pour s'assurer des appuis, faire des conférences ou des concerts, publier ses écrits, recueillir des fonds, et rentrant au Gabon pour y reprendre la direction de l'hôpital et présider au transfert de malades dans de nouveaux locaux.

Le 8 décembre 1959 Schweitzer repart pour la France, décidé semble-t-il à finir sa vie à Gunsbach, dans la petite maison qu'il a pu acquérir grâce au montant du Prix Goethe. Il retournera pourtant une dernière fois au Gabon et c'est à Lambaréné qu'il mourra, le 4 septembre 1965, âgé de 90 ans.

La maison de Gunsbach est aujourd'hui transformée en musée sous la garde Madame Ami Silver, une infirmière qui séjourna vingt ans au Gabon et y travailla aux côtés de Schweitzer. Peu visité semble-t-il — contrairement à la maison natale du Docteur à Kaysersberg où, à la belle saison, des cars, déversent quotidiennement des cargaisons de touristes bruyants et avides de souvenirs — on ne peut imaginer musée plus intimiste que celui de Gunsbach, plus silencieux, moins conventionnel. Il semble que d'un moment à l'autre le Docteur va pousser la porte, ou qu'on va le surprendre dans son jardin. Des livres combent les étagères, des brochures s'empilent sur le coin d'un meuble. Sur la table, de vieilles lettres d'amis, de correspondants, de parents, dont une de Jean-Paul Sartre, petit-neveu d'Albert Schweitzer. Dans le couloir, un simple sous-verre : le diplôme du Prix Nobel de la Paix, décerné à Schweitzer en 1952.

Madame Ami Silver parle volontiers, avec nostalgie, des années vécues à Lambaréné. La vie y était plus rude et plus pénible qu'elle ne l'est aujourd'hui mais, à n'en pas douter, la part réservée à l'humain y était plus grande. Aux yeux du docteur Schweitzer le bonheur d'un être, quel qu'il fût, comptait autant que sa santé. Estimant que pour un malade rien n'est plus pernicieux que l'inaction, il était arrivé à ce que ses lépreux travaillent la terre et que celle-ci leur fournît de quoi s'alimenter en fruits et légumes. « Aujourd'hui, à Lambaréné, on ne mange plus que du surgelé », dit Madame Ami Silver avec un rien d'ironie. Sans doute. Mais il était fatal que Lambaréné se modernisât, changeât d'aspect.

À présent, le long du fleuve, de petits pavillons s'échelonnent. L'étranger peut y loger pour un prix modique. Le paysage même s'est transformé ; on le croirait comme assagi. Des allées y serpentent, qui conduisent à des pavillons habités par des médecins et des infirmières. Un gardien unijambiste va des uns aux

autres. Lambaréné, modernisé et financé par des fondations étrangères, est devenu un haut lieu de la médecine tropicale.

Mais régulièrement des étrangers viennent visiter l'ancienne pharmacie où des milliers de malades sont venus en consultation et dont la polyclinique actuelle est en quelque sorte l'héritière. Mais c'est évidemment la demeure du docteur Schweitzer, petit bungalow légèrement surélevé et peint en blanc, qui attire le plus grand nombre de visiteurs. Aux murs, quelques photographies d'amis ou de collègues. Au milieu d'un panneau, un portrait dédicacé de la Reine Élisabeth de Belgique. Ailleurs encore, une photo de la Souveraine jouant de l'orgue avec Schweitzer. Proche de la fenêtre basse, le piano à pédalier qui fut offert au Docteur par la Société Bach de Paris. Les touches en sont jaune citron et comme craquelées, le bois touché d'humidité. Sur une table, un lot de correspondances qu'il est permis au visiteur de feuilleter, des factures acquittées, dont l'une des dernières au nom de la revue *Comprendre*. On va, on vient librement, sans contrainte. Certaines petites pièces, notamment celle qui fut la chambre de Madame Schweitzer à Lambaréné, sont vides. La simplicité même du décor impose le respect, le silence. Ici rien n'est « curiosité », tout est souvenir.

On se retrouve bientôt dehors, à l'air libre. Quelques marches à descendre et on aborde un chemin creux tracé sous un entrelacs de branches. La tombe du docteur Schweitzer est toute proche, creusée sur la pente qui conduit au fleuve : un tertre, une simple croix de bois, plantée entre deux autres.

Lorsque l'hôpital sera « nationalisé » — comme d'aucuns l'envisagent avec appréhension, mais d'autres avec impatience, qui soulignent qu'au Gabon les Européens *ne pourront jamais être que des hôtes* — qu'en adviendra-t-il de Lambaréné ? Son apparence, son esprit, son authenticité demeureront-ils les mêmes ?

« Dans le Gabon de la Rénovation, l'homme est vraiment la fin et la mesure de toute chose » écrit le Président Bongo.

Mais dans un poème intitulé *La coopération*, le poète Laurent Levigot fait de celle-ci une critique féroce :

Coopération ou servitude modérée

Coopération ou banquet des Nations

Où défilent invités et serveurs

Qui mange ? Qui sert ?

Un autre poète gabonais, Massage Boulingui-Ngouangui, se veut plus polémiste encore dans *Le procès de mon sang* :

Ordonnons nos vœux pour un procès réel

car pas à pas l'indépendance moisit

et n'est plus synonyme de liberté.

Il est vrai,

au coucher du soleil

tout vit ici, là-bas et partout.

Mais accroupis pour l'éternité,

merci est scandaleux,

pardon utopique,

l'excuse un véritable ultimatum.

Mettons-nous en route et nos cœurs seront comblés.

(Extrait de *Ndokouanou*)

Reste à voir quelles routes seront suivies et quels cœurs seront comblés...

Copyright © 1986 Académie royale de langue et de littérature françaises de Belgique. Tous droits réservés.

Pour citer cette communication :

Louis Dubrau, *Le Gabon entre hier et demain* [en ligne], Bruxelles, Académie royale de langue et de littérature françaises de Belgique, 1986. Disponible sur : < www.arlfb.be >